

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-illusoire-reprise-de-l-economie-des-Etats-Unis>

L'illusoire reprise de l'économie des Etats-Unis

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : lundi 10 mai 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Adán Salgado

México, le 12 mars 2004

[Leer en español](#)

De nouveau, la machine industrielle des États-Unis se met à marcher à "toute vapeur", affirment les économistes américains, très fiers. Ces considérations se basent, notamment, sur le fait que presque toutes les entreprises affichent une augmentation de leurs ventes et de "bons profits", ainsi qu'une hausse du cours de leurs actions.

Les indices boursiers, comme le NASDAQ et le Dow Jones, depuis fin de 2003 jusqu'à aujourd'hui, ont montré de "solides augmentations", dans le cadre de ce que les analystes financiers caractériseraient comme un marché boursier modéré (bear market), dans lequel, les actions des entreprises commencent à monter, préalable au très attendu « boom » (bull market), durant lequel la spéculation boursière atteint ses plus hauts niveaux et c'est là quand la folie se traduit en une fièvre boursière et que tout le monde dans ce pays, veut investir afin de devenir riche.

Les observateurs se basant sur la hausse des ventes, spécialement de l'immobilier, se vantent de ce que la "robuste économie américaine" a surpassé la plus difficile phase de la crise et désormais, que le monde doit être préparé à une nouvelle étape de "croissance soutenue". Mais il conviendrait davantage d'étudier d'autres indicateurs qui présageraient d'un effet "rebond" négatif de l'activité économique, dont les conséquences engendreraient des désagréments beaucoup plus sévères, comme nous verrons.

La fausse hausse actionariale

Un signe absurde de "reprise" dans la phase actuelle tend à être magnifié d'après l'analyse du marché des actions. Normalement, les entreprises enregistrent une hausse du cours de leurs actions, si leurs activités affichent de bons résultats. Elles sont basées, surtout, non sur des faits démontrables, mais sur des considérations simples arithmétiques, comme l'indice résultant de la division du prix des actions par les profits gagnés par l'entreprise, lequel, selon les analystes - en vertu de quoi ? - doit se situer entre 15 et 20, et en ce moment il se trouve à 19. Cela doit probablement accompagner les indicateurs respectifs qui montrent, par exemple, qu'effectivement les ventes ont augmenté, disons, de 30 % en deux trimestres.

Le problème consiste maintenant en ce que la plupart des entreprises cotées à Wall Street, font un report de développement dans les cotes de celles-ci, sans qu'il ne soit accompagné de chiffres comptables qui démontrent leur bon résultat. Elles obtiennent cela, notamment, au moyen d'artifices comptables, comme ceux que la défunte entreprise comptable Andersen & Associés faisait pour Enron, grâce aux quels elles présentent même leurs futurs gains attendus comme d'actuels bénéfices !

Les dits artifices comptables sont seulement possibles grâce à l'association tacite entre les grandes entreprises de comptabilité -connues comme les « big four »- PricewaterhouseCoopers, KPMG, Ernst & Young et Deloitte & Touche.

Ainsi, entre d'autres choses, les comptables efficients procédaient à une série de déductions artificielles dans les frais de production des entreprises, les salaires et les équipements, les fameux write-offs, qui se présentent dans le bilan final comme une augmentation des profits.

Ainsi, de 2001 à 2002, les déductions dans différentes entreprises se montent à un total 400,000 millions de dollars,

ce qui a signifié une apparente amélioration de la situation, mais non parce qu'elles travaillent vraiment mieux.

Les arguments qu'ils donnent sont ingénus. Des entreprises comme Avaya, spécialisée dans l'équipement de télécommunications, par exemple, a, il y a peu, réussi à augmenter de sept centimes de dollar le prix de ses actions, parce qu'en accord avec ses comptables, il y a deux ans, les dirigeants avaient prévus plus de frais de licenciements et de paiement de pensions de retraite pour leurs employés que ceux "vraiment" dépensés. Mais comme "ils ont été moins nombreux à partir ou à prendre leur retraite, l'argent qui a été "épargné" se présente, maintenant, comme un "profit en extra".

Bien sur, la Direction d'Avaya ne dit pas que l'argent d'alors faisait déjà partie de la valeur totale de l'entreprise et la valeur des actions à l'époque était considérée comme la base de la dite valeur. Et soudain, du jour au lendemain, cet "argent non utilisé", en plus avec de sérieux doutes sur son existence réelle, est présenté comme une valeur supplémentaire qui "démontre" que l'entreprise vend plus, son "bon résultat", ce qui ne correspond pas tout à fait à la réalité, puisque le secteur des télécommunications, n'a pas totalement réussi à décoller encore, comme le mettent en évidence l'activité d'entreprises comme TimeWarner-AOL, qui vaut actuellement un tiers de la valeur de quand les deux ont fusionné, puisque AOL n'a pas été la grande affaire qu'on attendait.

Et ne parlons pas aussi de déficiences d'entreprises manufacturières, comme les fabricants d'autos, les Big three - Ford Motor Company, Daimler-Chrysler et Général Motors-, qui à cause de la baisse des ventes, parce qu'ont été achetées moins d'autos qu'attendu aux États-Unis, ou à cause de la compétition féroce des véhicules coréens et japonais, ont dû négocier en octobre 2003 avec le syndicat d'ouvriers automobiles de maigres des augmentations de salaires, des centaines de retraites, d'ici à cinq ans, et essaient de licencier 50 000 ouvriers supplémentaires en plus de ceux déjà licenciés, sans parler de la fermeture de 10 usines aux États Unis.

D'un autre côté, une grande partie du "bon travail" découle des propres activités spéculatives des entreprises, comme c'est le cas de GE Capital, la division boursière de Général Electric, qui cherche à investir dans les bourses de valeurs du monde, puisque cela lui rapporte plus que de fabriquer des ampoules, des moteurs d'avion ou de machines à laver, assoiffé d'investissements dans des « capitaux hirondelles », destinés à l'investissements pur et simplement spéculatif.

C'est le cas, par exemple, de l'Empire Wal-Mart, et de sa filiale au Mexique, qui ne se contente de bien exercer ses pratiques monopolistiques - qui ont eu raison de Comercial Mexicana et Gigante - de plus il investit dans des obligations d'Etat, comme Cetes, Bondes, Petrobonos et les autres. Dans le plus récent rapport boursier de la dite entreprise, on apprend qu'elle a reçu des intérêts pour un total de : 496 millions de dollars !, exonérés d'impôts, puisque, absurdement, les gains spéculatifs ne paient pas d'impôts, sur un capital investi de presque 4.800 millions de dollars c'est-à-dire elle a perçu 10.4 % d'intérêts. Regardez comment on saigne les coffres publics remplis avec l'argent des impôts que nous, les mexicains, payons en retirant des ressources qui pourraient bien s'appliquer à d'autres secteurs fondamentaux comme la santé ou l'éducation !.

C'est pourquoi, une grande portion des gains obtenus par le "bon travail" des entreprises étasuniennes ne découle pas, précisément, d'une augmentation de ses ventes. Donc les investisseurs enthousiastes devraient tenir compte, d'abord, de ces tendances, avant de penser que le "Big Money" est déjà une réalité.

Un dollar dangereusement dévalué

Pendant quelques années, les États-Unis achetaient beaucoup plus qu'ils vendaient, surtout, parce que ces grandes entreprises ont préféré importer la production et les emplois des zones à bas salaires.

Des pays comme le Japon ou la Chine ont bénéficié de cette circonstance, et ils leur ont tellement vendu qu'ils disposent actuellement de réserves stratosphériques de dollars dans leurs volumineux coffres, plus de deux milliards de dollars, à eux seuls. Par exemple, en 2003, la Chine leur a vendu l'énorme somme de 137.000 millions de dollars, alors que les États-Unis ont seulement réussi à exporter au dit pays 25.000 des millions de dollars, moins d'un cinquième des exportations chinoises.

Quand une monnaie achète beaucoup plus qu'elle ne vaut, par une règle économique simple de l'échange inégal, elle tend à être dévaluée. Les États-Unis ont moins de yens japonais ou moins de yuans chinois, mais en revanche, le Japon et la Chine ont beaucoup trop de dollars.

Et en mettant la dite circonstance à profit, la Réserve Fédérale des États-Unis, avec à la tête le gerontocrate Allan Greenspan, a simplement décidé de dévaluer le dollar, en mettant à profit que le poids d'une action comme cela retombe, sur le reste du monde, comme au Japon, le pays qui dépense des milliards de yens pour l'achat de dollars, avec l'espoir que la monnaie japonaise ne se réévalue pas, puisque cela impliquerait que ses exportations vers les États-Unis seraient plus chères et donc ainsi la consommation tomberait.

C'est le cas aussi de l'Union Européenne, où l'Euro, la monnaie officielle de la zone euro est surévaluée de 25 % à l'égard du dollar. Pour le moment, la Chine a aussi bénéficié, puisque ses exportations sont encore plus bon marché qu'à l'accoutumée. Ainsi, cette combinaison, Chine-États-Unis, inonde le monde de marchandises américaines - bien bon marché à cause d'un dollar dévalué - et des marchandises chinoises, par l'intermédiaire des États-Unis, au moyen de ses entreprises, tels comme Général Motors, Coca-cola ou Wal-Mart, etc.

Et, bien sûr, Bush et sa cour pavoisent de leur grande réussite. Mais ce qu'ils n'expliquent pas ce sont les conséquences brutales qu'apportera le fait que la locomotive du monde, le premier acheteur mondial, soit maintenant soudainement, le premier vendeur mondial, puisque cela provoque un transfère de la crise américaine vers le reste des pays, incapables de supporter l'action démolisseuse de la dite économie, qui toujours affaiblie atteint 11 milliards de dollars (11.000.000.000.000), contre l'Européenne, qui atteint à 7.9 milliards de dollars (7.900.000.000.000) c'est-à-dire 72 % de celle-là.

Ainsi, si l'Union Européenne ne peut pas vendre comme avant, à cause de l'Euro trop cher et du dollar trop bon marché, cela impliquera une recrudescence de sa propre crise, dont elle ne termine pas de sortir, en faisant tomber l'ensemble de l'économie mondiale, tous ensemble (plus de fermetures d'entreprises, plus d'ajustements de personnel et, en conséquence beaucoup moins de consommation), dans une contraction encore plus grande que celle observée pendant les trois années passées, quand les problèmes économiques d'alors se sont aggravés encore plus, à partir des événements du 11 septembre aux États-Unis. Un autre signe pas très flatteur qu'on devrait analyser dans les couloirs de Wall Street.

Plus d'emplois, mais en Chine et en Inde

Les chiffres du Département du Travail rapportent en grande pompe, la création de milliers d'emplois cette année. Cependant, ces emplois ne représentent pas 6 % du total nécessaire pour que réellement l'économie de ce pays s'active.

Selon quelques observateurs, 450.000 nouveaux salariés seraient requis au moins chaque mois, pour que l'on puisse réellement parler d'une reprise solide. C'est-à-dire, concrètement que des sources additionnelles de travail n'ont pas été créées, alors qu'on est supposé être en pleine reprise.

Bien sur, cela est du, d'un côté, à ce que la majorité des corporations disposaient déjà d'une capacité productive

développée durant la période antérieure , qui a été sous-utilisée durant la crise. Et ce qu'elles ont simplement fait, c'est de les utiliser c à 100 %, en accélérant les machines, mais en employant le même nombre de travailleurs. Naturellement, cela n'est pas nouveau, mais simplement ça démontre la tendance du capital de produire plus avec moins ou la même quantité de gens.

Cependant, l'autre question est plus grave, puisque de telles entreprises, afin de réduire encore plus leurs prix de production ont choisi de délocaliser des emplois c'est-à-dire de les exporter vers de zones à bas salaires. La dite stratégie a commencé au début des années soixante-dix. Mais dernièrement elle s'est renforcée.

Ironiquement, dernièrement quelques congressistes américains ont fait remarquer que la Chine était la principale coupable de la perte d'emplois aux États-Unis. Mais ce qu'ils n'analysent pas c'est que ce sont les propres entreprises américaines, celles qui apportent à ce pays leurs usines pour produire moins cher. Simplement, sur le total des importations chinoises, à elle seule Wal-Mart réalise 10 % s, presque 15.000 millions de dollars par an, pour "offrir à ses consommateurs des articles bon marché", comme sa direction se justifie.

De plus, sur les quarante principales entreprises exportatrices de la Chine, pas moins que 10 sont justement étasuniennes. Mais, bien sûr, il est plus confortable de chercher des coupables dans les autres pays que parmi ses propres compatriotes. Comme si ce n'était pas assez, non seulement les emplois dans la manufacture sont exportés, les "blue collar jobs", mais aussi les travaux administratifs, les "white collar jobs", sont externalisés surtout vers l'Inde, le pays qui offre une série de multiples services en technologie informatique de première classe, à des prix défiant toute concurrence. Ainsi, une heure de travail informatique indien coûte 15 dollars, alors qu'aux États-Unis elle atteint jusqu'à 45 dollars.

Rien n'est fait, bien que cette nouvelle tendance implique de délocaliser ce qui avant étaient considérés comme intouchables comme les emplois administratifs et de gestion, les entreprises le font, afin de profiter au maximum le "boom" éphémère actuel et afin d'obtenir le meilleur bénéfice possible. Et cet "outsourcing" provoque des licenciements conséquents dans plusieurs entreprises ce qui ne contribue pas non plus à une saine et durable reprise comme les économistes de Bush devraient le savoir.

Et en plus c'est le débiteur !

Les États-Unis ont tant acheté pendant les années passées que leur dette en compte courant, celle de la balance commerciale, se monte à 550.000 millions de dollars plus ou moins, la valeur du PIB annuel mexicain. D'un autre côté, la dette gouvernementale atteint 560 000 millions de dollars, augmentée grâce à la réduction d'impôts si blâmée de Bush, dont ont principalement bénéficié les grandes entreprises et les presque 150.000 millions de dollars qu'elle a tiré du "boom" de l'invasion à l'Irak.

C'est-à-dire, les États-Unis doivent la somme impressionnante de 1.110.000 millions de dollars, compte tenu du déficit commercial et du déficit budgétaire excessif. Si nous additionnons à cela l'endettement des gens qui ont acheté des maisons à travers la para-étatique « Fannie Mae » et « Freddie Mac » - ces entreprises gouvernementales qui s'occupent de financer des biens immobiliers au moyen des hypothèques, et qui appartiennent à l'Office of Fédérale Housing Enterprise Oversight, OFHEO, la dépendance gouvernementale qui "soigne" le bon maniement des crédits hypothécaires se monte à 2.650.000 millions de dollars- nous sommes devant un cas d'endettement brutal, sans une solvabilité qui garantit le paiement s'il était requis. Et si la dite bulle de créance n'a pas éclaté jusqu'à présent, c'est que pour le moment, les États-Unis exportent leur crise, et c'est aussi grâce à sa bonne relation avec la Chine qui ne lui garantit pas seulement des travailleurs et des ressources bon marché, mais aussi qui l'aide à financer son énorme déficit.

La Chine a acheté jusqu'à présent l'énorme somme de 126.000 millions de dollars de bons du trésor américain, ce qui a signifié de l'argent frais cash, pour les frais de Bush et sa suite. D'un autre côté, la Réserve Fédérale a encore pris soin de ne plus élever le prix de la terrible dette après avoir artificiellement maintenu bas les taux d'intérêt bancaire, qui font le tour actuellement de 1 % par an et même ainsi, cette dette avec un taux si bas, coûte quelque 11.100 millions de dollars par an, rien de plus que pour la dette gouvernementale et le déficit commercial, mais pour le cas des crédits hypothécaires, on aura à gratter 26.500 millions de dollars aussi par an.

Comme si ce n' était pas assez, l'intérêt que Fannie Mae et Freddie Mac demandent aux acheteurs de maisons est de 14.5 %, très haut. Ajoutez à cela, que les gringos vivent presque tous du crédit bancaire avec leurs cartes. L'année passée, par exemple, ils ont explosé le record des achats avec cartes de crédit, en acquérant la moitié de leur consommation avec de l' "argent plastique", ce qui monte leurs dettes jusqu'à l'énorme somme de 2.000.000 millions de dollars : quatre fois le PIB mexicain !.

En additionnant ce chiffre, plus les crédits hypothécaires, 4,65 milliards de dollars au total, à peu près 65 des millions de familles des États-Unis doivent en moyenne presque 72.000 dollars, une dette qui leur prendra entre six à sept ans à solder. Ainsi, l'image qui nous est présentée, est celle d'un joueur endurci de Las Vegas qui, bien qu'il ait perdu tout son argent, continue à parier.

Finalement, considérez le cas des fameux produits dérivés, instruments bancaires de très haute spéculation, qui sont comme des espèces d'actions bancaires pour gagner beaucoup d'argent très facilement et qui sont basés sur des formules mathématiques pour déterminer leur rendement, dont les banques comme Chase Manhattan ou la CityBank, dans l'époque du "boom" spéculatif des années 90, ont offert des quantités incroyables à d'autres pays, afin d'obtenir des gains très juteux.

Les emprunts au moyen des dérivés s'élèvent à 10 milliards de dollars !, équivalents au PIB des États-Unis - vingt fois celui du Mexique-, naturellement, qui ne pourront pas être payés devant l'accroissement de la crise économique provoquée, comme on le sait, par le dollar bon marché et l'augmentation des exportations des Etats Unis.

Et cela non plus, les analystes de Wall Street ne l'ont pas pris en considération. Cela prendra donc du temps, avant que la "reprise" illusoire ne tombe, comme un château de cartes.